

ces patriotes qui sont restés étrangers à la vie publique, frappez à la porte de leur demeure, et demandez-leur s'ils aiment aujourd'hui le progrès et la liberté du même amour et de la même ardeur qu'il y a trois ans; ou bien si en l'aimant toujours, ils y croient encore avec la même foi, avec la même confiance. [Très bien! très bien!] Non, il n'en est pas un sur mille des libéraux d'autrefois, qui ait encore aujourd'hui la même ardeur pour la grande liberté politique! [Interruption à gauche.]

L'un de vos orateurs, que nous avons écouté hier avec le silence du respect, sinon avec le silence de la sympathie, l'a dit lui-même. Il a qualifié de changement l'apostasie libérale. Je tâche de vous expliquer ce phénomène et vous m'interrompez! Mais je dis plus. Je dis que ce phénomène est universel. Pourquoi un tel changement? C'est parce que partout le manteau du libéralisme a été usurpé par d'impurs et incorrigibles démagogues. [Très bien! très bien!] à droite. — Réclamations à gauche.

Messieurs, prenez-vous donc ce que je dis pour vous? [On rit à droite.] Les clameurs recommencent à gauche. Je dis que partout d'impurs et incorrigibles démagogues, [très bien!] ont souillé la cause de la liberté. [Acclamations à droite.]

C'est parce que partout, au pied du Capitole comme à la barrière de l'antennebeau, dans les faubourgs de Francfort comme sur le pont de Pesh, partout le poignard démocratique... Une voix de la montagne. — Et la puissance des rois! Et la mort de Baithany!

M. de Montalembert. — J'entends une interruption que je saisis au passage. On m'objecte les sévérités et les vengeances monarchiques. Croyez-vous donc, Messieurs, que j'aie deux poids et deux mesures? Non. J'ai, le premier, à la chambre des pairs, fêtré les massacres de la Gallicie, et ce que j'ai fait, je ne me repens pas de l'avoir fait. Vous m'objectez le supplice de Baithany. Je déclare que, si les faits rapportés par les journaux sont vrais, je les déplore, je les déteste; mais j'ajoute qu'après tout, ce ne sont que les représailles. [Tumulte à gauche.]

Voilà, Messieurs, voilà ce qui a glacé hier des enthousiasmes. Savez-vous ce qui éteint dans les cœurs la flamme rayonnante de la liberté? Ce n'est pas la main de la tyrannie. Voyez la Pologne! Savez-vous ce qui l'éteint? Ce sont eux, eux, ces odieux démagogues dont je parlais tout à l'heure! [Applaudissemens à droite.] Ce sont ces hommes qui déclarent partout une guerre impie et implacable à la nature humaine, aux conditions essentielles de la société, aux bases de la justice sociale! voilà les véritables ennemis de la liberté.

Rappelez-vous ce qui se passait en Europe, il y a trois ans. La liberté étendait partout son paisible empire; les rois venaient tour à tour — en regimbant, c'est vrai! [on rit.] — mais enfin, ils venaient tour à tour déposer en quelque sorte leurs couronnes aux pieds de la Liberté. — *Voix de la montagne.* — Elle y remonte.

M. de Montalembert. — Oh oui! je suis bien que vous écrivez son nom partout, dans toutes les lois, sur toutes les crèches... [Hilarité prolongée.] Mais dans tous les cœurs, son doux nom s'est effacé. Oui, cette fièvre, cette sainte et noble liberté que nous avions tant aimée, elle n'est pas morte, j'espère, mais elle est évanouie, éteinte, étouffée par ce que vous appelez la souveraineté du but et qui n'est que la souveraineté du mal; car de la nuit un retour exagéré, peut-être un retour véhément vers l'autorité, retour exagéré, peut-être, je le répète, mais dont vous avez fait un besoin pour la raison humaine, pour le cœur humain! [Approbatton.]

Ce mouvement s'est produit aussi dans l'église et dans ce monde catholique dont vous discutez aujourd'hui les destinées. Oui, quand Pie IX est monté sur le trône, et quand il voyait la démocratie debout devant lui, il lui a dit: Vous êtes ma fille, je suis votre père. Il s'est manifesté immédiatement deux opinions dans l'Eglise: les uns, c'était la grande minorité les hommes un peu diplomates, un peu expérimentés, un peu âgés, les uns qui disaient, mais le saint-père entendait à quelque chose d'un peu risqué; les autres, et c'était la très grande majorité, c'étaient mes amis et moi, nous qu'on appelait alors le parti catholique, nous avons salué avec enthousiasme ce mouvement du saint-père. Eh bien! nous avons reçu un effroyable démenti; l'épreuve a tourné, non contre Pie IX, mais contre la liberté.

C'est pourquoi je voudrais tenir devant moi une bonne fois ces odieux démagogues [rires d'adhésion] leur dire toute la vérité, et cette vérité, et cette vérité serait ceci... [Très bien! très bien!]

Savez-vous, leur dirais-je, quel est votre plus grand crime? Ce n'est pas le sang innocent que vous avez versé; ce n'est pas d'avoir semé le désastre et la ruine sur l'Europe entière, non. C'est d'avoir déshonoré le monde de la liberté, c'est d'avoir compromis cette sainte croyance et d'avoir refoulé vers sa source le torrent des destinées humaines! [Applaudissemens.] J'aime à croire que Pie IX n'acceptera pas la déplorable alternative que je signale; j'aime à croire qu'il voit un milieu entre la souveraineté du but et le retour pur et simple

au despotisme; mais du moins, vous, Messieurs, vous, amis sincères de la liberté, aidez-le dans cette tâche: ne l'embarrassez pas, ne compliquez pas sa situation si difficile, aidez-le à trouver, dans la pureté de sa conscience et dans la sincérité de ses intentions, ce milieu que nous voulons croire possible, nous qui croyons encore à la liberté! [Approbatton.]

Je ne puis descendre de cette tribune sans examiner brièvement une hypothèse. Je suppose que M. Thiers, que la commission, que la majorité de l'Assemblée, que le pays se trompent, que tout le monde se trompe, excepté ces Messieurs de l'opposition et peut-être une partie des membres de la Plaine, de l'ancien parti modéré dont M. Victor Hugo s'est fait tout à l'heure l'organe. Je suppose qu'il faille en effet exiger plus que le *motu proprio*, je vous pose cette simple question: Comment vous y prendrez-vous? Je suis convaincu que personne ici, ni la majorité, ni la minorité, personne ne veut certainement, de propos délibéré, employer contre le Saint-Père une violence quelconque.

Une voix de la gauche. — Non.

M. de Montalembert. — Non; très bien! Il n'entre donc dans l'esprit de personne de renouveler contre Pie IX les attaques dont Boniface VIII et d'autres papes ont été victimes. Eh bien! alors, n'entre pas dans la voie qui peut aboutir à ces violences dont vous désavouez la pensée. Croyez-vous que les hommes qui ont été amenés à porter les mains sur le saint-siège ont débuté par cette pensée: "Je ferai le pape prisonnier, ou je porterai la main sur lui? Non. On est conduit par le dépit, par l'entraînement, par une menace maladroitement faite et à laquelle un détestable orgueil commande de rester fidèle. Croyez-vous que Napoléon dans ses démenés avec Pie VII ait envisagé dès l'abord la nécessité de traiter Pie VII comme il l'a fait à Savone et à Fontainebleau? C'est un lieu commun de l'histoire, et je ne voudrais pas revenir sur ce point. Cependant il renferme de bien grands enseignemens, et j'abord celui-ci: On dit: Nous ne lutons que sur un objet temporel. Mais Napoléon aussi le disait. Etait-ce en effet pour un objet spirituel dogmatique, qu'ont commencé ses querelles avec Pie VII? Non. C'est pour une question de police, pour une question de guerre; pour la question des ports, que le pape ne voulait pas former aux Anglais, tout comme Pie IX a été expulsé parce qu'il ne voulait pas faire la guerre à l'Autriche. Et qu'est-il résulté de cette lutte de Napoléon et de Pie VII? Une grande faiblesse, une grande déconsidération pour le grand empereur, et finalement une défaite, c'est là le plus grave. Ce n'est pas, en effet, seulement, le discrédit, la déconsidération, qui, tôt ou tard s'attachent à ceux qui luttent contre le saint-siège: c'est l'insuccès, l'insuccès certain. Et pourquoi cela? Parceque, entre vous et le saint-siège, il y a inégalité de force, et cette inégalité est non pour, mais contre vous. Vous avez 500,000 hommes, des canons, une grande puissance militaire; mais il a ce que vous n'avez pas, une force morale, un empire auquel vous ne pouvez avoir aucune prétention et qui est immortel. [Mouvement prolongé.]

Vous mez cela. Bien. Vous n'iez la foi, l'empire sur les âmes. Soit. Mais il y a une chose que vous ne pouvez nier, c'est la faiblesse du saint-siège [très bien! très bien!] et elle fait sa force insurmontable; car on l'a dit: "Il n'y a pas de plus grand spectacle que les embarras de la force aux prises avec la faiblesse."

Quand un homme est conduit à combattre une femme, si cette femme n'est pas la dernière des créatures, elle peut le braver impunément: elle lui dit: Frappe-moi, vous vous désolerez! eh bien! l'église n'est pas une femme, c'est plus qu'une femme, c'est une mère! [Applaudissemens prolongés.] C'est la mère de l'Europe, la mère de la société moderne, de l'humanité moderne. On a beau être un fils dénaturé, un fils ingrat, un fils révolté, on reste toujours fils, et il vient un moment où cette lutte parricide devient insupportable au genre humain, et où celui qui l'a engagée tombe accablé, soit par le malheur, soit par la réprobation unanime. [Mouvement.]

Figurez-vous Pie IX en appelant à l'Europe, à la postérité, à l'histoire, à Dieu, contre la violence et la contrainte de la France qui l'a sauvé et qui viendrait ajouter à la plus ridicule des inconséquences un crime, un crime qui n'a jamais porté bonheur à personne! En outre, sachez-le bien, vous n'en viendriez pas à bout, parce que l'Eglise a des ressources infinies. [On rit à gauche.] Qu'il vous arrive, Messieurs, d'être un peu engagés dans cette lutte, et je vous répons qu'alors vous ne rirez pas longtemps.

Je dis que l'Eglise a des ressources immenses pour la défense. Pour le rôle agressif, je conçois qu'elle y soit peu propre, mais pour la défense elle est incomparable. C'est une place qui, au rebours des autres places qui sont sûres d'être prises, est sûre de ne l'être jamais. Elle a un vieux texte, *non possimus*, un vieux texte tiré d'un vieux livre, les Actes des Apôtres, d'un vieux livre inventé par un vieux pape appelé Saint-Pierre, [Hilarité prolongée.] et avec ces deux mots-là elle vous conduira jusqu'à la fin des siècles sans céder. [Agitation à gauche. — Amen, et missa est.]

Messieurs, un dernier mot. On a dit que l'honneur du drapeau français avait été compromis dans l'expédition romaine. A un tel reproche, tous ici doivent être sensibles et tous doivent le repousser comme je le repousse. Non, notre drapeau n'est pas compromis. [Très bien! très bien!] Non, jamais ses plis n'ont ombragé une plus noble entreprise. [Très bien! très bien!] J'invoque avec confiance l'histoire, j'invoque son témoignage. Que fera l'histoire? elle jettera un voile sur les ambiguïtés, sur les tergiversations que vous avez signalées avec tant de sollicitude, pour jeter de la division entre nous; ou plutôt elle ne les signalera que pour constater la grandeur de l'entreprise par la grandeur des difficultés vaincues; elle dira que mille ans après Charlemagne, cinquante ans après Napoléon, cinquante ans après que Napoléon, au comble du

prestige de sa puissance, est échoué en essayant de défaire l'œuvre de son illustre prédecesseur, la France est fidèle à sa tradition; elle dira que la France, commandée par un digne fils d'une des gloires de l'Empire est allée à Rome pour rétablir la justice, l'équité, l'intérêt européen et français. Elle dira ce que le Pape Pie IX a dit lui-même dans sa lettre au général Oudinot: "Le triomphe des armées françaises a été remporté sur les ennemis de la société humaine." (Oui! oui!) Ce sera la gloire de la France au XIX^e siècle! Eh bien! vous ne voudrez pas la ternir, la diminuer, et ce qui la ternirait, ce serait d'opposer le drapeau français à la tiare qu'il vient de sauver, ce serait de changer votre rôle de protecteurs en celui d'oppressés, ce serait d'échanger la gloire de Charlemagne contre une pitoyable contrefaçon de Garibaldi! [Acclamations prolongées.]

MELANGES RELIGIEUX.
MONTREAL, MARDI 29 NOVEMBRE 1849.

BULLETI.
Proclamation convoquant le Parlement Provincial à Toronto. — Remède aux maux du Canada proposé par un correspondant de la Revue d'Edimbourg et désapprouvé par le Herald. — Ce que pense le Times de Londres du mouvement de l'annexion.

Rien de nouveau dans le monde politique, que la proclamation suivante qui nous arrive de la nouvelle capitale dans le premier "Feuilleton Extrême-Orientaire" de la Gazette du Canada publié à Toronto, en date de lundi dernier.

PROVINCE DU } ELGIN ET KINGSTON.
CANADA. }
[L. S.]
VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine, du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc. etc. etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province du Canada, et à Nos Chevaliers, Citoyens et Bourgeois, élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommé et appelé à une Assemblée du Parlement Provincial de Notre dite Province de la Ville de Montréal, qui devait commencer et être tenu le Dix-neuvième jour du mois de Novembre courant, et à chacun de vous — SALUT.

ATTENDU que le Dixième jour du mois d'Octobre dernier, Nous avons jugé à propos de proroger Notre Parlement Provincial au Dix-neuvième jour du mois de Novembre courant, auquel temps vous êtes venus et il vous était enjoint de vous rendre à Notre dite Ville de Montréal, ET ATTENDU, que dans et par un Acte du Parlement du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la Session tenue dans les troisième et quatrième années de Notre règne, et intitulé, "Acte pour réunir les Provinces du Haut et du Bas-Canada, et pour le Gouvernement du Canada" il est entre autres choses statué, qu'il sera loisible au Gouverneur de Notre Province du Canada, pour le tems d'alors, de fixer tel et tels endroits dans aucune partie de Notre dite Province, et tels temps pour tenir la première et toute autre Session du Conseil et de l'Assemblée Législative de Notre dite Province, qu'il jugera à propos, et tels temps et endroits subséquentement changer et varier ainsi qu'il paraîtra à Notre dit Gouverneur plus à propos ou plus convenable à la commodité ou au bien public, donnant avis suffisant à cet effet; ainsi que par le dit Acte y faisant référence plus particulièrement. SACHEZ DONC MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos très-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de vous exempter, et chacun de vous d'être présents au tems susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant et à chacun de vous de vous trouver avec Nous, en Notre Parlement Provincial, en Notre dite VILLE de TORONTO, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, pour prendre en considération l'état et la prospérité de Notre dite Province du Canada, et y agir comme de droit.— OÙ A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EX FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos Présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province; Témoin, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé Cousin JAMES, COMTE D'ELGIN ET KINGSTON, Chevalier de Très-Ancien et Très-Noble Ordre du Chardon, Gouverneur-Général de l'Amérique Britannique du Nord, et Capitaine-Général et Gouverneur-en-Chef dans et sur Nos Provinces du Canada, de la Nouvelle Ecosse, du Nouveau Brunswick et de l'Isle du Prince Edouard, et Vice-Amiral d'icelles, etc. etc. etc. A Toronto, dans Notre dite Province, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quarante-neuf, et de Notre Règne la Treizième.

Par Ordre,
FELIX FORTIER, C. C. C.

Cette proclamation est le démenti le plus formel de toutes les rumeurs qui ont circulé depuis huit jours sur le prétendu nouveau changement du siège de la Législature. — On remarquera l'absence dans la proclamation au-dessus des mots sacramentels, pour la dépêche des affaires; La session n'aura donc lieu que plus tard. On pense que ce sera en février ou en mars.

Si l'Angleterre ne parvient pas à satisfaire ses colonies et à les lancer dans une nouvelle voie de prospérité, ce n'est pas sans suite de plans et de moyens, car on lui en suggère tous

les jours et de toutes espèces. Dans le dernier numéro de la Revue d'Edimbourg de Blackwood un correspondant d'Hamilton en H. C. récapitule au long tous les embarras des colonies de l'Amérique du nord, qu'il attribue en entier à la politique de la Grande-Bretagne et suggère comme remède "Une union législative des colonies à la Méro-Patrie." "Quel aurait été le résultat d'un tel système dit à ce sujet le Herald de cette ville, si on l'eût essayé plutôt, il est impossible de dire; mais nous n'avons pas le moindre doute qu'il est complètement impraticable aujourd'hui. Si nous concevions qu'il fut possible par aucun moyen de concessions, par aucun sacrifice de notre prospérité actuelle, de rendre le Canada une partie intégrante du Royaume-Uni avec des représentans dans le Parlement Impérial comme l'Ecosse et l'Irlande. Nous y consentirions volontiers; par ceque, quoique nous admirions sincèrement et apprécions le caractère national et l'histoire des Etats-Unis, nous avons encore plus de respect pour ceux de la Grande-Bretagne, la mère commune de la race anglaise. Mais nous ne concevons pas et nous ne pouvons concevoir la possibilité d'un pareil résultat; notre position géographique, l'égalité des conditions en Amérique, l'absence de tout élément aristocratique dans nos institutions et son incompatibilité avec notre bonheur et notre prospérité comme peuple, tout nous convaincant qu'il est impossible aux Canadiens de devenir anglais, autrement que comme colons dépendants. Les Américains, soit au nord ou au sud de la ligne imaginaire qui les sépare près d'ici, sont dans tous les traits essentiels de leur caractère, un même peuple. (Nous sommes loin de partager ces opinions du Herald, bien entendu.) Ils se comprennent et ils s'aident qu'ils peuvent bien travailler ensemble pour le bien commun, tandis que le seul lieu qu'il y a entre la Grande-Bretagne et ses colonies de l'Amérique du nord est un lien d'affection qu'une longue séparation diminue et qui est sujet aux différentes influences du climat et des institutions. Nous pouvons continuer d'être amis, mais il ne faut pas trouver "étrange" que nous ne nous entendions pas et que nous ne puissions travailler ensemble pour le bien commun, parce que nos intérêts ne sont pas identiques." Le Herald comme on pouvait s'y attendre, conclut son article en disant, qu'il n'y a qu'une marche à suivre, un remède à adopter, si nous voulons échapper aux maux, qui retardent notre développement, et participer à la prospérité que nous voyons autour de nous; ce remède, c'est l'annexion.

Nous partageons l'hésitation de beaucoup de nos confrères. Nous ne savons trop quelle importance donner à l'extrait tiré d'un article du Times de Londres sur nos affaires, dans lequel il est parlé des termes auxquels l'Angleterre consentirait à abandonner le Canada. L'article en question peut être fortement contre l'annexion, pour ce qu'on en sait. Dans tous les cas, on ne peut en juger par le maigre extrait cité et on aurait tort de hazarder des conjectures à ce sujet. La malle anglaise arrive aujourd'hui. Nous nous empresserons de mettre dans notre prochaine feuille, l'article en question sous les yeux de nos lecteurs.

EUROPA.
Arrivée de l'America à Halifax.

Le télégraphe nous apporte cette fois des nouvelles d'une gravité réelle. La France assiste à une crise ministérielle qui pourrait bien être le signal de mouvements autrement sérieux. Le différent entre la Turquie et la Russie a reçu la solution la plus désirable: czar ne demande plus l'extradition des réfugiés; il désire seulement les voir sortir des limites de l'Empire Ottoman. En Espagne, Narvaez a vu se raffermir son pouvoir un instant ébranlé; et, pour finir par une triste conclusion, Maynoo, malgré les espérances contraires, a ressaisi la proie qui semblait devoir lui échapper. Il est encore gouverneur civil et militaire de Hongrie. N'est-ce pas dire que les exécutions vont recommencer?

Nous avançons la publication de notre journal afin de donner à nos lecteurs la dépêche télégraphique qui cette fois méritent un pareil honneur; et aussitôt que nous aurons pu avoir nos journaux et nos correspondances, le Courrier leur transmettra les détails des nouvelles dans le plus bref délai possible.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.
Le steamer America était hier matin dès six heures et demie à Halifax; mais l'interruption momentanée de la ligne télégraphique entre St. John et Calais, n'a permis de transmettre les nouvelles que dans la soirée. Les dates de Paris vont jusqu'à 1er courant, celles de Liverpool jusqu'au 3. A bord de l'America se trouvent 83 passagers. Ce navire, reparti d'Halifax hier vers 6 heures et demie, sera sans doute ici demain dans la journée.

France. — Le ministère français a donné sa démission en masse le 30 octobre. D'après un autre récit, il aurait été congédié. Le Président a adressé à l'Assemblée un Message dont la lecture a causé une grande sensation et dans la Chambre et dans Paris.

Il paraît que le cabinet tout entier, sauf M. Odilon Barrot, qui était retenu chez lui par une indisposition, s'était réuni le 30, dans la matinée, pour donner son avis au Président sur le remplacement de M. de Falloux, qui se démissionne enfin à quitter le ministère de l'Instruction publique. Dans ce conseil, à la suite sans doute de quelques explications, Louis Bonaparte déclara formellement que le cabinet manquait de dignité. Ce reproche était assez sanglant pour exciter le colère de gens bien moins susceptibles que les ministres en fonctions; c'était une véritable insulte. Le Président ajouta que le cabinet s'était montré beaucoup trop soumis à toutes les volontés de la majorité conservatrice, et que la réunion

du conseil d'Etat, plus puissant que lui, avait dirigé la politique du gouvernement et, par le fait, nommé le Ministère. C'en était assez, et une rupture s'ensuivit immédiatement.

C'est dans l'après-midi que M. Dupin a lu à l'Assemblée le message du Président, qui est beaucoup trop long pour être transmis par le télégraphe, mais qui est fort vil et fort intéressant. Il ne manquera pas de soulever les passions, et il pourrait bien avoir pour effet de produire le coup d'Etat auquel il a été si souvent fait allusion.

Le Times, de Londres, dit: "Si l'on peut donner une signification claire et définie à la mesure par laquelle le président de la République française a changé tout son cabinet, et un message fort résolu par lequel il a annoncé à l'Assemblée cette espèce de coup d'Etat, nous devons supposer que Louis Bonaparte a l'intention de montrer à la France et au monde son intention formelle de prendre en personne la direction suprême des affaires de la République." "Il faut, dit le président, il faut des hommes qui comprennent la nécessité d'une direction unique, d'un caractère ferme, et d'une politique nettement définie, qui ne compromettent le pouvoir par aucune irrésolution; il faut des hommes, enfin, qui aient le sentiment de ma propre responsabilité aussi bien que de la leur, et qui comprennent qu'il faut des actes non moins que des paroles."

A propos de la composition du nouveau ministère, le Times ajoute: "Parmi les noms qui occupent dans le cabinet les postes les plus élevés, on chercherait en vain un homme possédant la moindre influence parlementaire ou commandant la moindre confiance par ses services passés. Le soufflé d'une assemblée populaire irritée suffira pour chasser un cabinet comme celui-là."

Parmi les conséquences immédiates de ce changement, nous plaçons au premier rang l'ardeur qu'il va donner à tous les partis, à toutes les factions qui, en France, comptent les heures du gouvernement actuel. Tout le monde comprend qu'en prenant la principale responsabilité du gouvernement dans les circonstances actuelles, Louis Bonaparte s'est placé dans ce formidable dilemme: succès complet couronné par un pouvoir absolu, ou chute non moins complète."

Le Monteur du 1er novembre donne la liste du nouveau ministère. Le général d'Hautville fut remis ce pas plutôt d'Hautpoul? à la portefeuille de la guerre; il est de plus chargé par intérim de celui des affaires étrangères, en attendant l'arrivée de M. de Rayneval, auquel ce portefeuille est destiné. M. Achille Fould (sans nul doute Fould) est aux finances.

M. Thiers, Molé et Changarnier soutiennent le nouveau ministère: mais ils ont en trop de prudence pour vouloir eux-mêmes en faire partie.

La troisième partie de la proposition de M. Napoléon Bonaparte, c'est-à-dire celle qui concernait les insurgés de juin, s'est présentée à l'Assemblée le 25 octobre. Après une longue discussion, elle a été repoussée par 319 voix contre 283.

Les journaux de Paris publient l'importante dépêche télégraphique suivante, qui a été adressée par M. de Lamoricière au ministre des affaires étrangères: "Saint-Petersbourg, 18 octobre 1849. — Le comte de Sersselsleben, fait savoir hier à l'envoyé de la Porte, que l'Empereur, prenant en considération la lettre du Sultan, se borne à demander que les réfugiés soient renvoyés de Turquie. Fuid-Effendi regarde cette affaire comme réglée."

Le général Lamoricière va être rappelé de Russie, et sera promu à un poste important. Les artisans de Toulouse ont ouvert une souscription pour offrir une épée d'honneur au comte de Chambord.

Le National annonce que le gouvernement français a défendu l'introduction en France du journal que Mazzini publie en Piémont, l'Italia del Popolo, et qu'il ne permet pas même le transit des numéros destinés à l'Angleterre et à l'Amérique.

Rome. — Les soldats français sont encore journellement assassinés dans les rues de Rome. On ne pense pas que le Pape rentre encore de sitôt, et l'armée française est condamnée à rester jusqu'au retour du pontife. Les sentiments de la population, sont toujours hostiles à Pie IX.

Un correspondant du Times, de Londres dit à propos du retour du pape: "Si le pape rentre, ce n'est que sous la protection des bayonnettes étrangères; car, parmi le peuple, il rencontre peu de sympathies, et toutes les classes redoutent fort la restauration de l'intolérance cléricale, dont chacun pense que le pape ne pourrait se débarrasser. Si le pape ne suit point préparé son retour, il donnera sans doute lieu à des troubles."

(Nos lecteurs reconnaîtront ici le langage d'un Correspondant protestant.)

R. M. R.
Angleterre. — Irlande. — La presse anglaise s'occupe beaucoup de l'adresse des annexionnistes canadiens, et la discute avec beaucoup de modération. Le Times y reconnaît une grande habileté, et admet comme possible le consentement de l'Angleterre à l'indépendance de sa colonie. Toutefois ce consentement n'arriverait qu'autant qu'il serait conciliable avec les intérêts de la métropole, et, dans aucun cas, il ne s'étendrait à la Nouvelle-Ecosse ni au cap Breton, ni à aucune partie de ces côtes et de ces ports qui doivent toujours rester aux mains de la Grande-Bretagne pour commander l'embouchure du Saint-Laurent et protéger le commerce de l'Atlantique.

A Dublin, on parle de l'établissement d'un nouveau journal qui plaiderait la cause du rappel. Dans le comté de Kilkenny on met à exécution la résolution de ne point payer la taxe des pauvres. Des troupes considérables ont été envoyées dans le Nord, dans la crainte